

Agnès Levallois

Maître de recherche

Fondation pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Le déni du régime syrien face à la crise du coronavirus

Le régime syrien vient de reconnaître le premier cas de contamination, précisant qu'il s'agissait d'une personne venant de l'étranger. Jusqu'à cette annonce, les autorités déclaraient que l'épidémie de coronavirus n'avait pas atteint le pays – ou de façon extrêmement marginale –, et diffusaient des reportages d'agents municipaux désinfectant la capitale. Nous sommes dans un cas banal de propagande, Bachar al-Assad tenant à montrer qu'il maîtrise la situation au moment où, avec l'aide des Russes et des Iraniens, il tente de reprendre l'enclave d'Idlib.

Ces propos sont dans l'ordre des choses venant de Damas. Comme c'est le cas depuis le début du soulèvement, il y a exactement neuf ans, le régime est dans le déni : déni de la crise humanitaire, déni de la crise sanitaire, déni de la crise économique. Ce afin de ne véhiculer qu'un seul message : Bachar al-Assad maîtrise la situation en dépit de toutes les prévisions. Mais il est improbable que le virus n'atteigne pas le territoire syrien alors que l'ensemble des pays qui l'entourent – Irak, Iran, Jordanie, Liban et Israël – sont contaminés.

La situation est d'autant plus compliquée pour le régime que, compte tenu de la situation, après neuf ans de conflit, le système de santé n'est pas en mesure de gérer l'épidémie, et que cela remet en question l'affichage de normalisation de la vie quotidienne.

Le déni est dans l'ADN de ce système et c'est même l'une de ses caractéristiques. L'objectif est de montrer que la situation est sous contrôle, sous son contrôle alors que la réalité est bien

différente. Le régime est toujours présent à Damas grâce au soutien indéfectible de Moscou et de Téhéran et des milices chiites, comme le Hezbollah, qui appuient l'armée, usée après neuf ans de combats. Mais il ne s'agit que d'une apparence de pouvoir car le régime n'est pas convié lorsque des négociations se tiennent pour aborder le règlement de la crise. Il était absent des réunions qui se sont tenues à Astana ou Sotchi sous l'égide des Russes, des Turcs et des Iraniens, et Poutine se permet de convoquer le président syrien sur sa base militaire à Hmeimim (décembre 2017) ou encore le rencontre dans un centre de commandement de l'armée russe à Damas en janvier dernier. La souveraineté syrienne n'existe plus car le pouvoir est, plus que jamais, dépendant des Russes et des Iraniens.

Dans ce contexte, Assad peut-il être un interlocuteur utile ?

Le regard des pays européens et des États-Unis sur le conflit syrien a changé à partir de l'émergence de l'organisation Etat islamique (OEI). Tous leurs efforts ont alors été mobilisés pour lutter contre ce fléau au détriment des dynamiques internes syriennes, avec la tentation, pour certains, de reprendre langue avec Assad pour lutter contre l'organisation radicale. Certains estimaient que le maintien de ce pouvoir était utile, qu'il était « moins pire que l'OEI » et que l'intérêt était d'avoir un interlocuteur avec lequel discuter. L'idée était également défendue selon laquelle le régime contrôlait la situation et était garant de la stabilité.

Mais de quelle stabilité parlons-nous ? La Syrie est détruite, l'économie s'est effondrée, la crise migratoire est toujours un défi pour l'Europe et nous assistons à la pire crise humanitaire du XXIème selon l'ONU. Le déni de Bachar al-Assad s'est doublé du déni des pays occidentaux refusant de voir la réalité, et ce déni nous revient en effet boomerang. Nous sommes face à un vide alors que nous nous accrochions à l'idée qu'il y avait quelque chose.

Force est de constater que la stratégie occidentale n'a pas permis le retour du calme et de la stabilité. Le régime refuse toute négociation et n'a cessé de lutter contre ses opposants qu'il a repoussés au fur et à mesure des années dans l'enclave d'Idlib. Aujourd'hui, c'est cette dernière région qui est visée par les bombardements et, tout particulièrement, la population civile afin de la faire partir du territoire. Le président syrien n'a-t-il pas déclaré à l'été 2017, lors de l'inauguration de la Foire de Damas, qu'avec le départ des exilés, « *la société est devenue plus saine et plus homogène* ». Ce qui ressemble à du nettoyage ethnique assumé. Bachar al-Assad a également publié des décrets privant les exilés de leurs biens.

Est-ce un interlocuteur avec lequel négocier et si oui que négocier ? La crise migratoire va se poursuivre en raison de la violence des combats à Idlib, mettant sous pression la Turquie et l'Europe. De plus, cette région est la plus exposée au virus car les infrastructures de soin sont systématiquement détruites et la population jetée sur les routes pour fuir les bombardements. L'OMS annonce que le dépistage commencera dans quelques jours à Idlib car la population est particulièrement vulnérable. Le cessez-le-feu négocié par les Russes et les Turcs, qui apporte un répit depuis quelques jours, devrait être prolongé mais il sera probablement violé à terme et la population civile continuera à payer un lourd tribut face à un régime qui ne pense qu'à sa survie quel que soit le prix à payer.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS